



coopération
allemande
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Publié par

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

En coopération avec

KFW



Réserves de biosphère :
inspirer l'action
pour l'Agenda 2030



Réserves de biosphère :
inciter à l'action
pour l'Agenda 2030

Préface

Lors du Sommet des Nations unies, qui s'est tenu à New York en septembre 2015, les dirigeants du monde ont adopté « l'Agenda 2030 pour le développement durable ». Ce programme donne une nouvelle impulsion et une nouvelle orientation pour que le monde puisse prendre le chemin de la durabilité et de la résilience. Ses 17 Objectifs de développement durable (ODG) trouvent un équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable, leur finalité étant d'encourager l'action au cours des 15 prochaines années dans des domaines qui sont d'une importance cruciale pour la planète et pour l'humanité.

En raison de leur importance pour le développement durable et le bien-être de l'humanité, il n'est pas surprenant que la biodiversité et des écosystèmes sains, y compris la vie aquatique et terrestre et les ressources génétiques, figurent en bonne place dans les objectifs et cibles de l'Agenda 2030, par exemple dans ceux concernant l'élimination de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, la gestion durable des ressources en eau, la croissance économique, les villes et les établissements humains, la consommation et la production responsables et des institutions efficaces, responsables et inclusives.

La protection de la biodiversité fait partie intégrante de la coopération allemande au développement. Depuis 2013, le gouvernement

allemand met chaque année à disposition un demi-milliard d'euros pour la protection et l'utilisation durable des forêts et d'autres écosystèmes du monde entier. Ces régions fournissent des services vitaux et jouent un rôle clé dans la réduction de la pauvreté et le développement durable.

Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) poursuit donc une approche intégrée qui combine préservation de la nature et utilisation durable des ressources naturelles. Forte de cette approche, l'Allemagne aide depuis longtemps ses pays partenaires à créer et à gérer des aires protégées. Actuellement, l'Allemagne soutient plus de 350 aires protégées dans plus de 40 pays, représentant globalement une superficie aussi vaste que celle de la France et de l'Allemagne réunies.

Équilibrer la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité constitue également un aspect essentiel du Programme sur l'Homme et la biosphère (Man and Biosphere, MAB) de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Les réserves de biosphère de l'UNESCO ont été conçues comme des régions modèles pour le développement durable, leurs habitants devant bénéficier d'un soutien pour trouver des moyens de subsistance respectueux de l'environnement et, partant, développer des économies et des sociétés durables.



Depuis leur création, elles ont fourni une masse d'expériences et de leçons, dont certaines sont décrites dans cette brochure. Il est temps maintenant de laisser ces expériences devenir une source d'inspiration pour les sociétés, les gouvernements, le secteur privé et les collectivités urbaines et rurales en leur donnant l'envie d'agir en faveur des ODG.

Dans la coopération allemande au développement, les réserves de biosphère de l'UNESCO sont considérées comme étant un instrument idéal pour seconder les efforts des pays partenaires en matière de préservation et d'utili-

sation durable de leur biodiversité, ainsi que pour identifier des voies de développement durable. Cette brochure décrit certains des travaux réalisés dans les réserves de biosphère et présente des projets exemplaires.

Ulrike Haupt

ULRIKE HAUPT
 Chef de Division
 Environnement ; utilisation durable des ressources naturelles ; protection des mers et biodiversité
 Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement

Table de matières

1

QU'EST-CE QUE LES RÉSERVES
DE BIOSPHÈRE ?

8

2

POURQUOI SOUTENIR LES
RÉSERVES DE BIOSPHÈRE ?

10

3

LA CONTRIBUTION DE LA
COOPÉRATION ALLEMANDE
AU DÉVELOPPEMENT

12

4

INSPIRER L'ACTION POUR
L'AGENDA 2030

37

Qu'est-ce que les réserves de biosphère ?

La croûte terrestre et l'atmosphère forment ce qu'on appelle la biosphère, laquelle a la capacité d'entretenir la vie. Les réserves de biosphère ont pour finalité de protéger l'environnement ainsi que les organismes vivant dans certaines zones. On obtient ce résultat en sauvegardant la biodiversité et en développant des formes durables d'utilisation des terres et des ressources naturelles, dans l'intérêt mutuel de l'homme et de la nature.

Les réserves de biosphère sont des paysages naturels et culturels à grande échelle, reconnus par l'UNESCO dans le cadre du Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB). Elles offrent des exemples viables de compatibilité entre préservation de la nature, protection de la diversité culturelle et développement économique local. Le programme MAB est opérationnel depuis 40 ans et à l'heure actuelle, plus de 600 réserves de biosphère dans 120 pays, dont 15 sites transfrontaliers, constituent un réseau mondial de réserves de biosphère. Ce réseau facilite l'échange d'expériences et de connaissances transférables sur le fonctionnement des écosystèmes, les conséquences des interventions humaines et le succès des mesures de conservation et de développement.

Les trois fonctions essentielles des réserves de biosphère sont :

✓ **La conservation** : sauvegarder les écosystèmes et les paysages, ainsi que leur diversité génétique. Une réserve de biosphère maintient la dynamique

• des écosystèmes naturels (en grande partie non affectés par l'intervention humaine) et

des habitats presque naturels (paysages culturels avec utilisation traditionnelle des terres)

✓ **Le développement** : faire en sorte que le développement économique et humain au sein des réserves de biosphère soit socio-culturellement et écologiquement viable en

• mettant en œuvre avec la population locale des approches exemplaires visant à une utilisation des terres respectueuse de l'environnement

• adaptant les objectifs de développement aux conditions socio-économiques et environnementales

• appuyant les possibilités de développement durable adaptées à la zone

✓ **Le soutien logistique** : favoriser la formation et l'éducation environnementales, ainsi que la recherche et le suivi environnemental, en offrant

• des cadres naturels dont certaines parties sont protégées en permanence, et par là idéales pour la recherche sur les écosystèmes

• des opportunités d'élaboration de solutions adaptées aux besoins locaux et répondant aux exigences de l'environnement naturel et des populations locales.

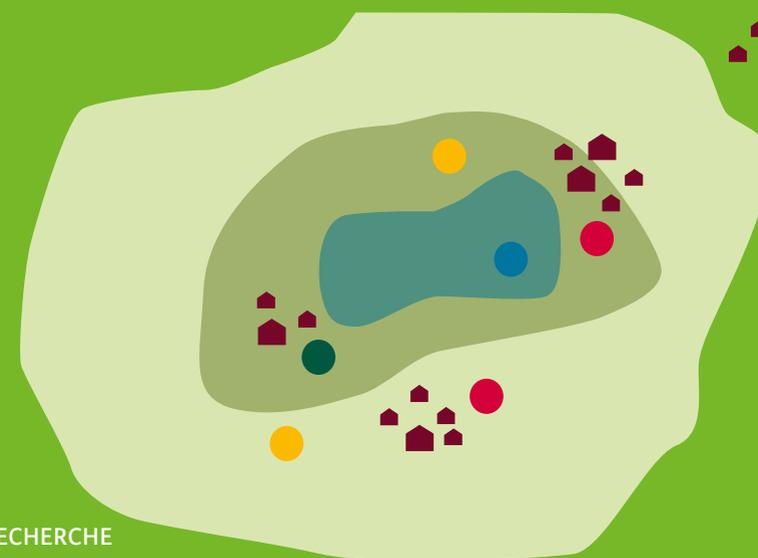
Une réserve de biosphère se compose de différentes sections de paysage, chacune ayant ses propres fonctions de développement, de gestion et de préservation, classées selon l'intensité des activités humaines :

- Dans la zone centrale, souvent un parc national, les processus dynamiques naturels peuvent suivre leur cours sans intervention humaine.
- La zone tampon entourant la zone centrale est généralement modifiée ou influencée

par l'usage qu'en font les hommes, mais fournit des habitats aux espèces animales et végétales caractéristiques du paysage. Ce résultat est obtenu grâce à une gestion de l'utilisation des terres au service de la préservation de la biodiversité.

- Dans la zone de transition, de nouvelles formes de production et de la consommation écologiquement et socialement durables sont expérimentées.

LES RÉSERVES DE BIOSPHERE COMPRENNENT TROIS ZONES DONT CHACUNE REMPLIT DIFFÉRENTES FONCTIONS



● RECHERCHE

● SUIVI

● EDUCATION

● TOURISME

■ ZONE CENTRALE

■ ZONE TAMPON

■ ZONE DE TRANSITION

Pourquoi soutenir les réserves de biosphère ?

→ PARCE QU'ELLES

nous montrent comment équilibrer conservation de la nature et développement économique ;

→ PARCE QU'ELLES

contribuent à assurer des services écosystémiques tels que la fourniture d'eau potable ou le maintien d'un microclimat stable pour l'agriculture ;

→ PARCE QU'ELLES

protègent la diversité culturelle en soutenant les formes locales et autochtones de production et de consommation ;

→ PARCE QU'ELLES:

nous permettent d'étudier les écosystèmes et d'examiner leur mode de fonctionnement dans un environnement protégé ;

→ PARCE QU'ELLES

nous apprennent comment l'intervention de l'homme affecte les écosystèmes et les habitats et réciproquement ;

→ PARCE QU'ELLES

peuvent contribuer à instaurer la paix, notamment par-delà les frontières ;

→ PARCE QU'ELLES

associent diversité culturelle et diversité biologique dans l'intérêt de la nature et des populations.

→ PARCE QU'ELLES

établissent un lien écologique entre les zones protégées d'un paysage ;

→ PARCE QU'ELLES

semblent s'imposer comme des zones où pratiquer l'agriculture biologique et une gestion des forêts écologiquement adaptée ;

→ PARCE QU'ELLES

constituent un terrain d'apprentissage pour des échanges aux niveaux régional, national et international visant à promouvoir le développement durable ;

La contribution de la coopération allemande au développement

Une biodiversité riche et des écosystèmes sains sont le fondement de l'existence humaine et du bien-être. Nous en avons besoin pour préserver nos perspectives de développement. Des écosystèmes en bon état de fonctionnement fournissent un grand nombre de services essentiels pour la vie humaine et ses moyens de subsistance, comme de l'eau propre, un sol fertile et le maintien de microclimats. La biodiversité est donc un enjeu crucial pour la coopération allemande au développement. Depuis 2013, l'État fédéral allemand a dépensé plus de 500 millions d'euros par an dans les mesures de soutien à la protection et à l'utilisation durable des forêts et autres écosystèmes.

Dans le cadre de cet effort, le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) aide ses pays partenaires à créer des réserves de biosphère et à poursuivre leur développement. À l'heure actuelle, il coopère ainsi avec 16 pays répartis sur quatre continents, soit un total de 24 réserves de biosphère reconnues par l'UNESCO, dont deux réserves transfrontalières. Le soutien aux réserves de biosphère fait souvent partie de programmes plus vastes relatifs à des aires protégées ou au développement rural. La coopération financière va de pair avec la coopération technique. Elles fournissent conjointement l'infrastructure, l'équipement et des mécanismes de financement durable ainsi que des conseils techniques, un appui au développement organisationnel et au renforcement des capacités.

L'objectif premier de ce soutien est de mettre en place des mécanismes efficaces permettant de trouver un équilibre entre les objectifs de préservation et les intérêts de développement des communautés locales et autochtones. La réussite de cette approche dépend essentiellement de l'implication de la population locale, des étapes de planification à la gestion d'une zone en tant que réserve de biosphère.

L'encouragement au développement de chaînes de valeur, basées sur des produits locaux cultivés ou récoltés selon des méthodes durables, génère des emplois et des sources de revenu supplémentaires, ce qui fait reculer la pauvreté au sein de la population rurale. Le secteur privé est un partenaire important des efforts visant à développer des opportunités commerciales tout en exploitant la valeur de la biodiversité.

Une évaluation économique des services écosystémiques fournis par les zones strictement protégées à leur environnement utilisé de manière durable peut contribuer à accroître l'adhésion des communautés et des autorités locales. Un autre aspect important de l'approche de la coopération allemande au développement consiste à encourager les consultations et les ententes entre les différentes institutions gouvernementales en charge des différents territoires d'une réserve de biosphère.

Réserve de biosphère Yasuní, l'Équateur



ENGAGEMENT AU NIVEAU MONDIAL

Réserves de biosphères soutenues par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)¹

L'AMÉRIQUE LATINE ET LA CARAÏBE

	RÉSERVES DE BIOSPHÈRES	SUPERFICIE EN KM ²
le Brésil	Central Amazon	208.599
la République dominicaine	Jarangua-Bahoruco-Enriquillo	4.767
l'Équateur	Archipiélago de Colón (Galápagos)	147.618
l'Équateur	Podocarpus – El Cóndor	11.400
l'Équateur	Sumaco	9.312
l'Équateur	Yasuni	16.820 (27.404)*
le Guatemala	Maya	21.129
Haïti	La Selle	3.772
le Honduras	Río Plátano	8.000
le Mexique	Región de Calakmul	13.717
le Mexique	Sierra Gorda	3.782
Nicaragua	Bosawas	21.815
le Pérou	Huascarán	11.558
le Pérou	Noroeste	2.314
El Salvador, le Honduras, le Guatemala	Trifinio Fraternidad Transboundary Biosphere Reserve	1.198

* extension proposée

L'EUROPE

l'Albanie, la Macédoine

RÉSERVES DE BIOSPHÈRES

Ohrid-Prespa Transboundary Biosphere Reserve

SUPERFICIE EN KM²

4.462

L'ASIE

l'Indonésie
le Yémen

RÉSERVES DE BIOSPHÈRES

Lore Lindu
Socotra Archipelago

SUPERFICIE EN KM²

21.829

26.816

AFRIQUE

le Bénin
la Côte d'Ivoire
la Côte d'Ivoire
Madagascar
la Tanzanie
l'Afrique du Sud

RÉSERVES DE BIOSPHÈRES

Pendjari
Taï (National Park / BR)
Comoé (National Park / BR)
Mananara Nord
Serengeti Ngorongoro
Kruger to Canyons

SUPERFICIE EN KM²

5.750

6.200

11.500

1.400

23.051

24.747

¹ Projets en cours en juillet 2015. Source : information mise à jour basée sur « Committed to Biodiversity », BMZ/BMUB (2014) ; et Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO, répertoire du Réseau mondial des réserves de biosphère.



RÉSERVE DE BIOSPHERE DE LA COMOÉ, CÔTE D'IVOIRE

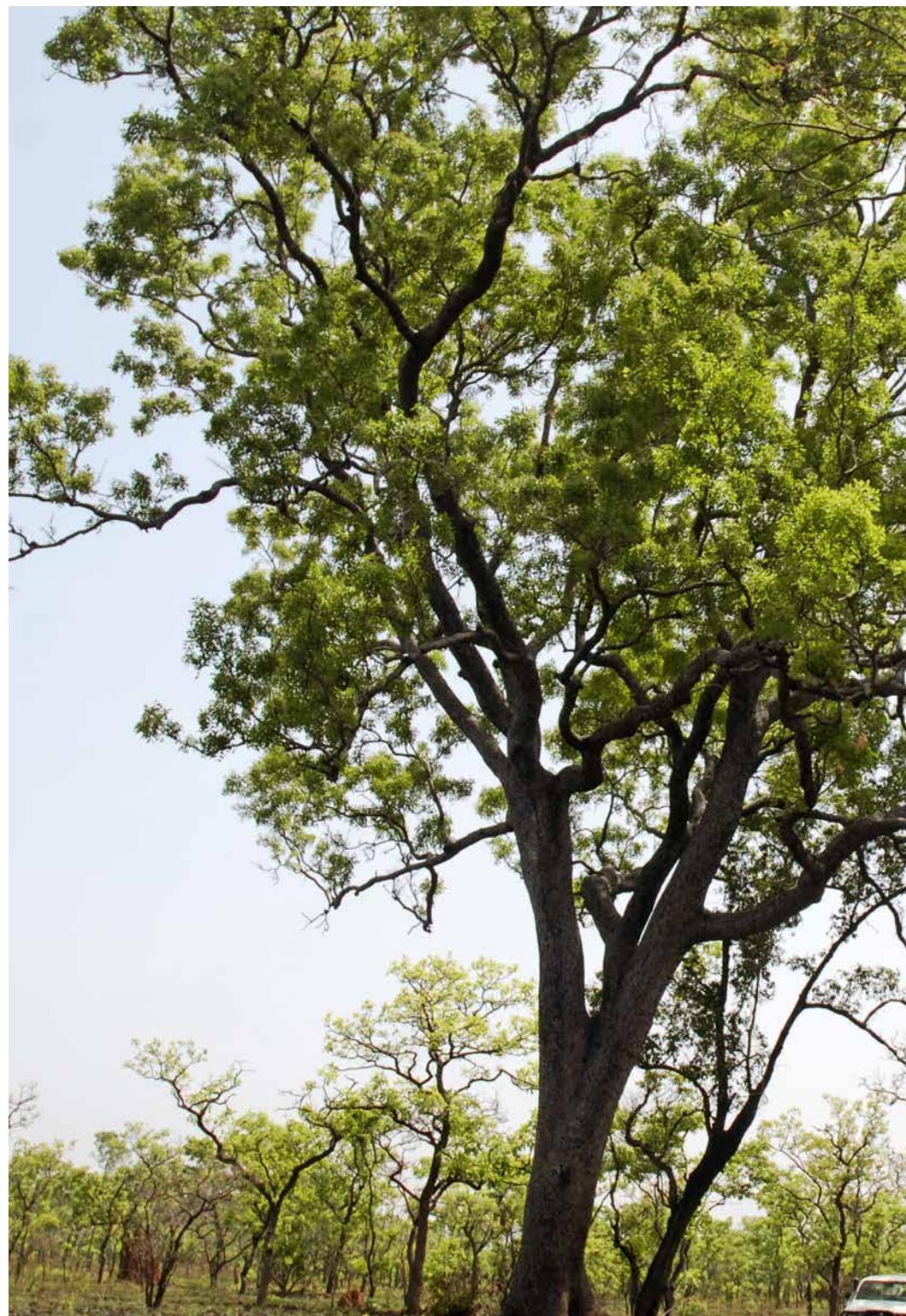
Une dynamique retrouvée - pour l'économie rurale et la préservation de la biodiversité

Située dans le nord de la Côte d'Ivoire et caractérisée par des écosystèmes de savanes et de forêts, la réserve de biosphère de la Comoé dispose d'un haut degré de biodiversité et fournit un microclimat stable à la production agricole locale. Avec ses environs qui pourraient à terme constituer une zone tampon, sa zone centrale, le parc national de la Comoé, s'étend sur trois unités administratives régionales, les régions du Bounkani, du Hambol et du Tchologo. La région a été gravement affectée par

neuf années de crise politique et de conflits armés, et sa zone centrale a subi une forte dégradation de ses ressources naturelles ainsi qu'une intensification du braconnage.

À présent que le conflit est terminé, il est important que l'Office ivoirien des parcs et réserves (OIPR) renforce ses capacités à gérer le parc national de la Comoé et sa zone tampon. La coopération technique et financière allemande soutient l'Office dans ses efforts qui

Hemiscus Sp. et d'autres espèces rares et endémiques offrent un potentiel considérable en matière de découvertes scientifiques.





consistent notamment à (re)mettre en place les infrastructures nécessaires et à fournir des équipements. Le personnel responsable de la gestion et les gardes-forestiers ont été formés à l'utilisation des outils les plus avancés en matière de biosurveillance et au suivi des activités de braconnage et des dynamiques d'occupation légale et illégale des terres. Dans un second temps, une formation intensive au comptage de la faune aérienne permettra au personnel de l'OIPR d'effectuer un inventaire des animaux de moyenne et grande taille de la région.

Il est tout aussi important pour le développement économique de relancer les activités dans la zone de transition afin d'assurer la subsistance des populations locales. Le programme est axé sur les secteurs de la noix de cajou, des oignons, du maïs et de la viande porcine. Une étude économique en cours sur les entreprises agricoles évalue actuellement la rentabilité des cultures ainsi que des pratiques

agricoles et méthodes de commercialisation traditionnelles par rapport à celles dites améliorées. Ses résultats permettront aux agriculteurs et aux services de vulgarisation de disposer de meilleures options pour accroître de manière durable les revenus des ménages ruraux.

Pour la réussite de la réserve de biosphère, il est indispensable que le gouvernement ivoirien, via l'OIPR, ainsi que les élus locaux de l'administration régionale du Bounkani partagent l'objectif de faire de la région de la Comoé une zone de développement durable. Pour y parvenir, les parties prenantes ont convenu de continuer à améliorer le zonage de la réserve de sorte qu'elle puisse remplir ses fonctions en matière de préservation de la biodiversité, de développement économique et social, de promotion de la recherche, et notamment des savoirs autochtones, ainsi que de formation et d'éducation environnementale du public.

Une vie dédiée aux réserves de biosphère



savoir à cinq autres réserves de biosphère en Afrique de l'Ouest et d'échanger des enseignements tirés de l'expérience. En 2015, il a co-écrit le Guide de gestion des réserves de biosphère de l'UNESCO en Afrique, publié par la Commission allemande pour l'UNESCO. La nomination du Dr Tiomoko Ali en tant que membre du Comité consultatif international du Programme de l'UNESCO sur l'Homme et la biosphère (MAB) n'a donc pas été surprenante. « Les réserves de biosphère sont des régions modèles pour le développement durable. C'est là ce qui me motive pour travailler sur cette question », résume-t-il en parlant de son engagement.

DR DJAFAROU TIOMOKO ALI, QUEL EST VOTRE RÔLE EN TANT QUE CONSEILLER DANS LE CADRE D'UNE RÉSERVE DE BIOSPHÈRE ?

Je conseille le personnel de l'Office ivoirien des parcs et réserves (OIPR) sur des questions concernant le zonage, les changements et les examens périodiques de la réserve de biosphère de la Comoé, ainsi que sur son développement, son fonctionnement et son suivi conformément à la Stratégie de Séville et au Cadre statutaire du Réseau mondial de réserves de biosphère.

EN QUOI LES ACTIVITÉS DE L'OIPR DANS LE CADRE D'UNE RÉSERVE DE BIOSPHÈRE DIFFÉRENT-ELLES DE LA GESTION D'UN PARC NATIONAL ? QUELS SONT LES PRINCIPAUX DÉFIS ?

La vie du Dr Djafarou Tiomoko Ali semble tourner autour des réserves de biosphère. Originaire du Bénin, le Dr Djafarou Tiomoko Ali est actuellement coordinateur, pour la région de la Comoé, du programme germano-ivoirien Développement de la biodiversité et de l'économie dans la région de Taï et de la Comoé, qu'il fait bénéficier de sa vaste expérience. Pendant douze ans, il a été coordinateur de la réserve de biosphère de la Pendjari dans son pays d'origine, le Bénin, là encore dans le cadre d'un projet de la coopération allemande. Un projet régional UNESCO-MAB de quatre ans financé par le PNUE-FEM sur le renforcement des capacités lui a permis de transmettre son

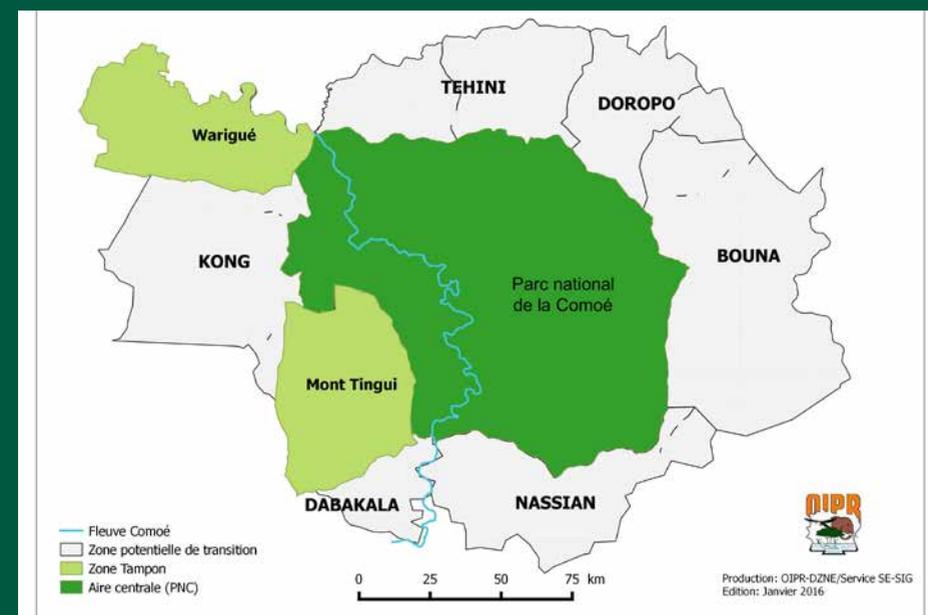
L'OIPR a un rôle clé à jouer pour assurer l'utilisation légale et durable des ressources naturelles dans la zone tampon. La définition des limites et de l'étendue de la zone tampon reste un défi majeur, de même que le maintien d'un accès contrôlé à ses ressources naturelles.

COMMENT FONCTIONNE EN PRATIQUE L'INTERACTION ENTRE LES DIFFÉRENTES ZONES ET LES DIFFÉRENTS MANDATS ORGANISATIONNELS ?

L'OIPR participe à la conception des plans stratégiques de développement de la région du Bounkani. De même, les représentants de l'autorité régionale du Bounkani siègent au Comité de gestion local de la réserve. Ainsi, les aires strictement protégées deviennent partie intégrante du paysage.

QU'ATTENDEZ-VOUS D'UNE ÉVALUATION DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES ?

Les parties prenantes dans la région de la Comoé ont identifié un certain nombre de services écosystémiques fournis par la réserve de biosphère et pertinents pour le bien-être de la population, tels que la fourniture de miel, de poisson et de plantes médicinales, et la pollinisation, par exemple, de la noix de cajou. Une enquête et une évaluation plus approfondies sont toutefois nécessaires. L'objectif consiste à faire valoir des arguments irréfutables en faveur de la réserve de biosphère et de ses services, et de démontrer l'importance de la protection de ses écosystèmes.





RESERVA DE BIOSFERA GRAN PAJATÉN, PERÚ

Iniciativas locales e interés de las poblaciones: los factores clave para el establecimiento de una nueva reserva de biosfera

Alemania apoya desde hace muchos años el sistema de áreas protegidas del Perú; por ejemplo, financiando infraestructuras en los parques nacionales y mejorando la administración y la financiación de áreas protegidas y zonas de amortiguamiento. La principal contraparte de Alemania es el Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado (SERNANP), que también actúa como punto focal de las cuatro reservas de biosfera del país. El SERNANP acaba de presentar al programa El Hombre y la Biosfera (MAB) una propuesta para la designación del Gran Pajatén como quinta reserva de biosfera, con el Parque Nacional del Río Abiseo (PNRA) como su zona núcleo.

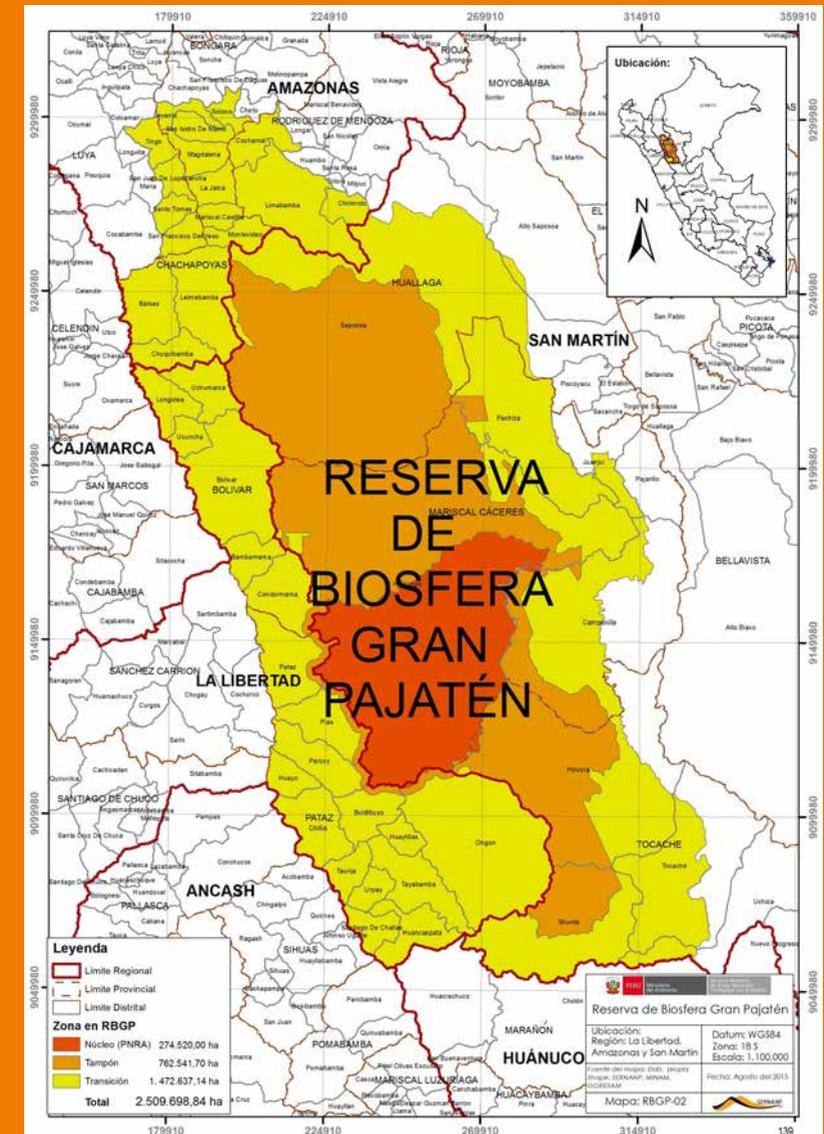
El principal impulso para elaborar el expediente de propuesta de reserva de biosfera provino de un comité técnico constituido por diferentes instituciones vinculadas con el trabajo de campo, sea con el PNRA o los espacios de su zona de amortiguamiento. Pero el interés inicial y legítimo en formar este comité provino de actores locales vinculados a iniciativas de conservación y producción

sostenible. “De no haber existido tal interés, nada de esto hubiera podido llevarse a cabo”, explica Pedro Gamboa, director del SERNANP. El comité técnico contribuyó luego a que otros actores locales, tales como grupos de productores y gobiernos locales, se familiarizaran con la propuesta y el modelo subyacente de ordenamiento territorial, así como con los beneficios que la designación como reserva de biosfera podría traer consigo.

Por ejemplo, un estudio universitario ha demostrado la relación existente entre los ingresos derivados de la producción de cacao y la cobertura forestal. Dado que la tasa de infiltración de agua depende de la cobertura forestal, los cultivos de cacao más próximos al parque nacional tienen un rendimiento anual superior al de las plantaciones más alejadas. Estos estudios resaltan el papel fundamental que la conservación de la biodiversidad desempeña en los procesos de producción. “Lo que realmente queremos es que toda la población que vive en el interior de una reserva de biosfera tome conciencia del vínculo que existe

entre los servicios ecosistémicos brindados por la zona núcleo y los intereses económicos de los beneficiarios asentados principalmente en la zona de amortiguamiento”, comenta Pedro Gamboa.

El proyecto de cooperación peruano-alemán ProAmbiente prestó servicios de asesoramiento al comité técnico y apoyó las consultas con partes interesadas y autoridades locales para discutir y aprobar la propuesta.



Un modèle de gestion qui renforce les partenariats



Pedro Gamboa, directeur du SERNANP

QUELLES SONT LES PRINCIPALES LEÇONS QUE L'ON PEUT TIRER DES RÉSERVES DE BIOSPHERE EN TANT QUE RÉGIONS MODÈLES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Le modèle fonctionnel des réserves de biosphère nous a aidés à renforcer notre approche de la planification de l'utilisation des terres, approche qui consiste à développer l'essentiel de nos activités au sein de l'aire protégée tout en prenant en compte un paysage plus large afin d'ajouter une vision intégrale à notre stratégie de gestion des terres. Nos aires protégées ont un rôle à jouer comme toute autre zone correspondant à une catégorie d'usage spécifique au sein d'un territoire plus vaste, et ces différents espaces doivent fonctionner en synergie. Dans ce contexte, nous avons amélioré notre relation et notre coopération avec nos principaux alliés : les populations locales.

QUELS SONT LES DÉFIS SPÉCIFIQUES ?

Les problèmes touchant par exemple la coordination entre différentes institutions (locales,

infranationales et nationales, de coopération internationale, du secteur privé et de la société dans son ensemble) peuvent se révéler particulièrement épineux. Et nous avons besoin d'idées innovantes pour aider les producteurs et les responsables de la gestion des ressources à trouver des marchés pour leurs produits. Dans ce domaine, nous sommes en train de consolider les partenariats existants avec les universités locales, les instituts de recherche et de formation ainsi que de renforcer la participation du secteur privé.

QUELLES SONT LES OPPORTUNITÉS SPÉCIFIQUES QUI EN DÉCOULENT ?

Nos atouts consistent notamment dans notre grande diversité biologique, nos connaissances locales ancestrales et notre volonté de travailler main dans la main avec les gouvernements locaux et infranationaux. Ces dernières années, la valeur de notre nourriture et des produits culinaires fournis par notre biodiversité a suscité un intérêt croissant. C'est là une excellente opportunité pour renforcer les liens entre diversité biologique et culturelle. Ce sont les deux revers de la même médaille et c'est ce qui caractérise le mieux notre pays.

COMMENT LES RÉSERVES DE BIOSPHERE AIDENT-ELLES À ASSURER LA COMPATIBILITÉ DES ASPIRATIONS ÉCONOMIQUES DES COMMUNAUTÉS LOCALES AVEC LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ?

Je pense qu'à cet égard, elles représentent une excellente opportunité. Nous com-

mençons par exemple à utiliser le caractère distinctif d'une réserve de biosphère pour promouvoir des produits « respectueux de la nature ». Nous avons plusieurs exemples d'associations de producteurs qui comprennent désormais ce processus et l'ont intériorisé. Dans leur travail, ils visent désormais les créneaux spécialisés du marché qui recherchent des produits faits main, biologiques et respectueux de la nature plutôt que des articles produits en série. En résumé, nous avons des producteurs qui respectent la nature.

COMMENT CES LEÇONS PEUVENT-ELLES ÊTRE TRANSMISES AILLEURS ?

Nous avons appliqué la même approche à des zones protégées telles que la réserve nationale Pacaya-Samiria dans lesquelles l'utilisation durable fait partie intégrante du régime de gestion. Les groupes locaux de gestion des ressources qui utilisent des espèces indigènes comme le poisson amazonien arawana ou une tortue de rivière appelée taricaya suivent des plans de gestion qui impliquent, par exemple, la création de plages artificielles pour les tortues et le respect d'une période d'interdiction de la pêche. Cela aide à maintenir l'approvisionnement alimentaire de la population locale, à fournir des produits pour le marché et à repeupler les espèces en question.

DANS QUELLE MESURE VOTRE RÔLE D'AGENCE D'AIRES PROTÉGÉES DIFFÈRE-T-IL SELON QU'IL S'AGISSE D'UNE RÉSERVE DE BIOSPHERE OU D'UN AUTRE TYPE D'AIRES PROTÉGÉE TEL QU'UN PARC NATIONAL ?

Bien entendu, la gestion d'un parc national diffère sensiblement de celle d'une réserve de biosphère. Cependant, il est clair que là aussi, notre travail doit impliquer la zone tampon. C'est là que naissent les problèmes et les activités illégales qui se retrouvent ensuite dans la zone protégée. Mais même au sein des aires protégées, les plans de gestion comportent un zonage interne correspondant à différentes utilisations durables des terres et des ressources avec des niveaux de restrictions variés. Au Pérou, dans plusieurs cas, le territoire était peuplé bien avant que l'on y établisse des parcs nationaux, ce qui explique que la question de l'utilisation des ressources naturelles doit être réglée au cas par cas, même pour un parc de la catégorie « utilisation indirecte ».

Pour accorder des droits d'utilisation au sein des aires protégées, il est nécessaire d'impliquer les autorités à différents niveaux. Le cas de la réserve nationale Pacaya-Samiria, par exemple, nous a permis de travailler en étroite coordination avec les groupes de gestion des ressources, le Bureau régional de la production, le Bureau régional de l'environnement et des ressources naturelles et même le Bureau de la région de Loreto pour la planification et le budget.

Il existe donc des similarités et des leçons que l'on peut exploiter ailleurs. En fait, le Service national d'aires protégées (SERNANP) est en train d'appliquer le modèle de gestion de la réserve de biosphère, avec des ajustements mineurs, à l'ensemble de son système d'aires protégées par l'État. À mon sens, ce modèle de gestion est l'une des contributions les plus importantes pour réaliser et renforcer des partenariats ainsi que notre collaboration avec les autorités locales et nos voisins.



RÉSERVE DE BIOSPHERE MAYA, GUATEMALA / RÉGION DE CALAKMUL, MEXIQUE

Processus de planification inclusifs et coopération transfrontalière dans la Selva Maya.

Située dans la région frontalière entre Bézile, le Guatemala et le sud-est du Mexique, la Selva Maya est la zone de forêt tropicale la plus étendue au nord du bassin amazonien et constitue l'habitat de nombreuses espèces animales et végétales menacées. L'eau qu'elle fournit et les autres services écosystémiques qu'elle rend aux trois pays prennent de plus en plus d'importance.

D'une superficie totale de près de 30 000 km², deux réserves de biosphère, la réserve de biosphère Maya au Guatemala et celle de Calakmul à sa frontière nord, côté mexicain, sont le cœur de la Selva maya. L'extension des terres agricoles, principalement due à l'élevage de bétail à grande échelle, exerce une pression de plus en plus forte sur la forêt. Mais cette dernière est également menacée par les incendies, l'exploitation forestière illégale et le commerce illégal de plantes et d'animaux ainsi que par l'expansion de l'exploitation pétrolière, ce qui conduit à la dégradation et à la fragmentation de l'écosystème. Le principale défi consiste à trouver des moyens d'harmoniser différents types d'utilisation des terres et différents intérêts économiques, tout en protégeant

la biodiversité. Tel est l'objet du programme trilatéral Conservation et utilisation durable de la Selva Maya, lequel est conjointement mis en œuvre par la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement (CCAD) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Une approche qui a été mise en place pour résoudre la difficulté : l'élaboration participative d'un plan directeur pour la zone tampon de la réserve de biosphère Maya, coordonné par le Conseil national des aires protégées (CONAP) guatémaltèque, puis intégré au plan stratégique global actualisé de la réserve. Cette fois, contrairement aux précédents processus de planification, le CONAP a fait participer les ministères de la planification et de l'agriculture ainsi qu'un certain nombre d'ONG. Cela a permis de faire mieux accepter le plan et a amélioré l'image du CONAP auprès des autres parties prenantes : un aspect important des choses compte tenu du fait que la réserve couvre plus d'un dixième de la superficie totale du Guatemala. Le plan améliore la cohérence entre les différents organismes gouvernementaux s'occupant de l'utilisation des terres.



Collaboration transfrontalière : gardes-forestiers des deux réserves de biosphère Maya et Calakmul lors d'une réunion de planification.

La coopération transfrontalière est également nécessaire pour assurer la conservation à long terme de la Selva Maya. Les aires protégées qui sont au cœur des réserves de biosphère de chaque côté de la frontière sont confrontées aux mêmes difficultés mais manquent d'un cadre juridique pour coopérer. Les efforts pour les protéger sont déployés en parallèle plutôt que de manière coordonnée. Le changement est survenu avec un échange trilatéral de gardes forestiers et de personnel technique initié par le programme. Grâce à des formations spécifiques,

les gardes forestiers ont amélioré leurs capacités et développé des stratégies communes de lutte contre le braconnage, les incendies et l'exploitation forestière illégale. Une autre retombée positive a été la mise en place d'un programme de suivi conjoint pour des espèces clés dans certaines zones menacées. Pour stimuler la gouvernance environnementale et la coopération au niveau institutionnel, les trois pays ont mis en place un Groupe de coordination stratégique composé de leurs organismes chargés des aires protégées respectifs.



RÉSERVE DE BIOSPHERE SIERRA GORDA, MEXIQUE

Diffuser les informations

Le corridor écologique de la Sierra Madre orientale s'étend sur cinq États fédéraux, de San Luis Potosí à Veracruz. Couvrant une superficie plus vaste que la Suisse, il a été conçu pour relier à terme différentes aires de conservation de la région. Comment faire pour que les populations prennent davantage conscience des services écosystémiques que leur environnement leur rend ? Et comment faire pour offrir dans cette vaste zone la meilleure éducation à l'environnement ?

Les écoles de l'enseignement secondaire de la réserve de biosphère de la Sierra Gorda, qui fait partie du corridor écologique, ont introduit dès 2005 des programmes sur l'environnement dans leurs cursus. Elles mettent actuellement en œuvre le projet ECOCHAVOS, qui signifie littéralement « éco-jeunes ». Ce projet cherche à impliquer les jeunes dans des mesures de conservation de la nature pratiques en les familiarisant avec le rôle des écosystèmes et de la biodiversité. Les jeunes en parleront ensuite

à leurs parents et à leur entourage dans la région, faisant ainsi office d'« ambassadeurs de l'environnement ». Soutenu par la Commission nationale mexicaine des aires naturelles protégées (CONANP), la société Volkswagen et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), le projet ECOCHAVOS a pour objectif d'amener 10 000 jeunes au total,

« J'ai été vraiment étonné de la qualité et de la portée des projets. Les étudiants peuvent nous aider à atteindre nos objectifs en matière de conservation à l'échelle communautaire »,

a déclaré Victor Alvarado, ministre de l'Environnement de Veracruz, lorsqu'un jeune de 15 ans lui a expliqué comment ses amis et lui avaient uni leurs efforts pour surveiller et sauver une espèce de crocodile menacée vivant dans les marécages qui se trouvent derrière leur village. Et il a immédiatement offert une aide supplémentaire.

y compris dans les autres parties du corridor, à participer à la protection de l'environnement et à la conservation de la biodiversité sur une période de trois ans.

« La contribution de la GIZ vise par-dessus tout à améliorer la qualité des activités d'éducation », explique Richard Modley, un agent de la coopération technique allemande. « L'intérêt d'ECOCHAVOS ne réside pas simplement dans la collecte des déchets. Les jeunes ne tarderont pas à remarquer si une mesure est purement symbolique ou si

elle sert vraiment un objectif précis. » Le projet apprend aux élèves à comprendre de quelle manière tout - l'eau, les forêts, la faune et la flore, la nourriture, l'air pur, la biodiversité - est relié au sein d'un écosystème, puis à entreprendre des actions utiles. Tous les six mois, les groupes ECOCHAVOS se réunissent au niveau régional et échangent leurs meilleures pratiques.

Dans le corridor écologique de la Sierra Madre, l'initiative ECOCHAVOS donne au projet de coopération germano-mexicain une dimension intergénérationnelle opportune. Richard Modley ajoute que ces jeunes gens posent les bonnes questions, même si elles peuvent mettre mal à l'aise, et qu'ils ont un véritable intérêt à avoir une vision sur 50 ans.





RÉSERVE DE BIOSPHERE YASUNÍ, ÉQUATEUR

Des cacaoyers à l'ombre de la forêt



La réserve de biosphère de Yasuní, située dans la partie nord de l'Amazonie équatorienne, est l'une des régions du monde les plus riches en espèces et sa diversité culturelle est extraordinaire. Cependant, le braconnage et la déforestation le long des routes d'accès aux gisements pétroliers ont provoqué une dégradation massive dans certains secteurs. Le projet germano-équatorien Préservation de la biodiversité, des forêts, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces derniers entend aider la population locale à contribuer à la protection et au développement durable de la réserve de biosphère de Yasuní.

« Il est inévitable que des conflits surviennent quand une réserve de biosphère est mise en place », estime Karin von Loebenstein, qui assure la gestion du projet. « Au début, les gens peuvent penser que leurs moyens d'existence sont menacés. Mais ils reconnaissent les avantages du projet une fois que les choses se concrétisent et que les communautés locales sont impliquées dans les décisions concernant la gestion de la réserve ». L'une des manières de trouver un point d'équilibre entre conservation et production durable à Yasuní est de combiner agriculture et sylviculture. L'Équateur est un important producteur de cacao et dans la réserve de biosphère différentes variétés ancestrales sont plantées dans des exploitations agricoles mixtes aux côtés du manioc, de la banane et d'autres cultures vivrières. Dans ces exploitations agricoles, des arbres de haute futaie et de petites parcelles boisées offrent aux caféiers et cacaoyers l'ombre dont ils ont besoin pour prospérer.

Certaines étapes initiales de traitement, telles que la fermentation du cacao et sa transformation en différents produits chocolatés, ont également lieu sur place et apportent une valeur ajoutée. Dans les communautés bénéficiant du tourisme, le cacao est transformé en barres de chocolat présentées dans un emballage Yasuní. Dans l'un des villages, 3 000 barres ont été vendues aux touristes en 2015.

Une récolte de fèves de cacao – transformée en barres de chocolat par une coopérative de femmes.

Les essences locales fournissent des ingrédients médicinaux et du bois de qualité. Dans le cadre du dispositif « Des arbres pour votre retraite » mis en œuvre dans certaines des communautés, les familles plantent dans

leurs exploitations des arbres à bois d'œuvre de qualité qui leur assurent de bons revenus au bout de 15 à 20 ans, ce qui contribue à la reforestation tout en procurant des avantages sociaux.



🗨️ Tout dépend des partenaires qui tiennent les commandes



Karin von Loebenstein, vous avez travaillé dans la coopération allemande au développement pendant plus de 30 ans et conseillé des partenaires sur la politique et la gestion des aires protégées en Afrique et en Amérique latine. Vous avez soutenu la réserve de biosphère de Bosawas au Nicaragua pendant un certain nombre d'années et aujourd'hui, vous êtes la coordinatrice du projet germano-équatorien Conservation de la biodiversité, des forêts, atténuation des changements climatiques et adaptation à ces derniers dans le nord de l'Amazonie, y compris la réserve de biosphère de Yasuni.

❓ POURQUOI LES EXPERTS ALLEMANDS EN DÉVELOPPEMENT CONSIDÈRENT-ILS LES RÉSERVES DE BIOSPHÈRE COMME UN CONCEPT IDÉAL POUR LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ?

📌 Les réserves de biosphère présentent un énorme potentiel pour rendre durable la conservation de la nature grâce à leur approche intégrée axée sur les zones protégées, tout en impliquant dès le départ les communautés vivant à proximité. Néanmoins, ce n'est pas toujours simple. Bien souvent, les organismes de conservation se fixent prioritairement des objectifs de protection et ne prennent en compte les communautés locales qu'a posteriori. Cela explique que de prime abord, les populations redoutent de ne plus pouvoir chasser ou cueillir les produits forestiers, ou de subir d'autres restrictions. À Yasuni par exemple, l'accueil a été extraordinaire dès lors que les activités de développement ont commencé.

❓ QUELS SONT LES FACTEURS DE RÉUSSITE ESSENTIELS DE VOTRE TRAVAIL ?

📌 Ce qui compte, c'est de travailler en conformité avec les institutions pertinentes pour la conservation et le développement, ainsi qu'avec la population locale, et d'identifier les potentiels pour améliorer l'utilisation et la protection de la biodiversité. Nous jouons un rôle consultatif et nos partenaires, tant

au niveau gouvernemental que local, doivent prendre les commandes et contribuer de manière importante à assurer la viabilité et la réussite d'un projet. Nous devons nous adapter aux rythmes locaux et garder à l'esprit que les changements prennent du temps.

❓ AVEC QUI TRAVAILLEZ-VOUS DANS LE CADRE DU PROJET YASUNI ?

📌 Outre les communautés et les institutions gouvernementales, nous coopérons également avec différentes ONG comme la Wildlife Conservation Society (WCS), qui font de la recherche scientifique et de la formation dans le domaine de la conservation et apportent une expertise supplémentaire au projet. Les universités sont fortement investies dans la recherche au parc national Yasuni, dans la zone centrale de la biosphère, ainsi que dans le reste de la réserve de biosphère.

❓ QU'APPRÉCIEZ-VOUS LE PLUS DANS VOTRE TRAVAIL ?

📌 J'aime découvrir comment une petite impulsion peut suffire à changer des choses. Prenons le cas des barres de chocolat de Yasuni. Alors que les populations locales les produisaient avec leurs moyens, le projet les a simplement aidées avec un peu de matériel et de formation à obtenir un chocolat de bonne qualité et à seconder la gestion du groupe de femmes qui produisaient les barres.

J'apprécie de travailler pour la conservation avec des collègues du monde entier, les gens des villages ainsi que les représentants des gouvernements. C'est souvent difficile et parfois la réalité de la conservation se révèle quelque peu décourageante. Voilà pourquoi la satisfaction est d'autant plus grande lorsque les choses avancent.





RÉSERVE DE BIOSPHERE DE KIEN GIANG, VIETNAM

Des mangroves pour protéger le littoral et ses pêcheries

La province côtière de Kien Giang dans le delta du Mékong au Vietnam a été reconnue comme réserve de biosphère par l'UNESCO en 2006. Elle abrite l'une des dernières zones de forêts de marécages tourbeux du pays, dans le parc national U Minh Thuong, un site de première priorité pour la préservation des zones humides. Les riches pêcheries de la région constituent une source importante de nourriture, bien qu'elles soient menacées par la surpêche. En outre, la forêt de melaleuca, dans la zone centrale du parc, fournit des services écosystémiques vitaux tels que la préservation de la qualité des sols et de l'eau dans la zone tampon de la réserve de biosphère. Les deux cents kilomètres de littoral de Kien Giang contiennent une ceinture de mangrove qui joue un rôle essentiel dans l'atténuation des effets du changement climatique.

Le projet germano-vietnamien de réserve de biosphère de Kien Giang, cofinancé par le gouvernement australien, a aidé des organismes provinciaux à élaborer des mécanismes de protection et de gestion efficaces de la zone, ce qui a rendu la réserve de biosphère opérationnelle. L'une des mesures de gestion a été de créer des aires marines protégées et des zones interdites à la pêche dans la ceinture de mangrove afin de laisser les populations

de poissons se régénérer. Parallèlement à l'introduction de quotas de capture et à leur application, ces mesures ont contribué à rendre la pêche plus durable et à augmenter les revenus locaux.

La réhabilitation des forêts de mangrove a été un autre important domaine d'activité. Alors que seulement deux espèces de palétuviers étaient jusqu'alors répertoriées dans cette région, le projet a permis d'en identifier vingt-sept supplémentaires. Aujourd'hui, le personnel de l'administration forestière utilise neuf espèces différentes pour favoriser le développement de forêts de mangroves plus résistantes afin de préserver le littoral. De nouvelles clôtures en melaleuca ont également été conçues pour protéger efficacement les mangroves nouvellement plantées et favoriser la régénération naturelle. Désormais, le ministère vietnamien de l'Agriculture et du Développement rural applique aussi à d'autres secteurs cette technique de dépôt de sédiments pour prévenir les inondations.

La nouvelle génération – jeunes plants de palétuviers et leurs futurs gardiens.





Apprendre les uns des autres – dans le monde entier



Experts de la coopération allemande au développement lors d'un échange stimulant avec des représentants de la réserve de biosphère du sud-est de Rügen, dans le cadre d'un séminaire organisé conjointement par l'Office fédéral de protection de la nature (Bundesamt für Naturschutz, BfN), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et la banque allemande pour le développement (KfW).

Le concept de réserve de biosphère, élaboré par le Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) de l'UNESCO, est mis en œuvre avec le même objectif et les mêmes principes directeurs dans le monde entier. C'est là une situation idéale pour qu'idées et solutions s'enrichissent mutuellement par l'échange et l'apprentissage réciproque. Le Réseau

mondial des réserves de biosphère favorise ces échanges entre les différentes réserves. La coopération allemande au développement seconde l'apprentissage mutuel par le biais de voyages d'études, de partenariats et de formations réciproques entre réserves de biosphère de différents pays partenaires, mais également avec des réserves de biosphère en Allemagne.

Inspirer l'action pour l'Agenda 2030

Comme le montrent les exemples de cette brochure, tant en termes d'enseignements que d'inspiration, les réserves de biosphère ont effectivement beaucoup à apporter sur la manière de créer de nouvelles voies de développement durable, tel qu'énoncé dans l'Agenda 2030.

Il est indispensable de mettre à profit et de développer les initiatives locales, telles que la production de cacao et la fabrication de chocolat à Yasuni. Tout comme les gestionnaires dans le domaine des ressources naturelles, les entrepreneurs et les détenteurs de savoir, les communautés locales et autochtones sont partie intégrante du concept d'équilibre entre production et consommation d'une part, et besoins de conservation d'autre part. Par

ailleurs, l'implication des jeunes revêt une importance essentielle, comme on peut le constater dans la Sierra Gorda.

L'un des plus grands défis consiste à obtenir une bonne coordination entre des autorités dotées de différents mandats à divers niveaux. Les résultats sont prometteurs là où les investissements sont réalisés dans le cadre d'une coopération renforcée, comme dans les comités de gestion locaux de la Comoé, ou d'un processus de planification multi-parties prenantes, comme dans le cas de la réserve de biosphère Maya. Des initiatives concrètes communes par-delà les frontières, comme dans la Selva Maya, contribuent à ouvrir la voie à une coopération institutionnelle renforcée.

Réserve de biosphère Huascarán, Pérou



L'identification, l'évaluation et l'utilisation des services écosystémiques que les zones où l'intervention humaine est inexistante ou limitée fournissent au développement économique des paysages environnants offrent d'énormes possibilités. Qu'il s'agisse de taux d'infiltration de l'eau plus élevés, comme dans le Gran Pajatén, ou de la protection de nourriceries dans la province de Kiên Giang, ces services nous aident à comprendre l'importance de la biodiversité pour notre développement et notre bien-être et à agir en conséquence.

Les réserves de biosphère remplissent leur rôle de « laboratoires à ciel ouvert » et fournissent la motivation nécessaire à la réalisation des Objectifs de développement durable. C'est notamment le cas dans des domaines tels que la sécurité alimentaire et l'agriculture

durable (Objectif 2), la gestion durable de l'eau (Objectif 6), la production et la consommation durables (Objectif 12), l'action contre le changement climatique (Objectif 13), ainsi que la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité (Objectifs 14 et 15). Mais il en est également ainsi dans d'autres domaines tels que l'élimination de la pauvreté (Objectif 1), l'éducation (Objectif 4), ainsi que les partenariats et la coopération (Objectif 17).

« Afin de contribuer de manière tangible à l'Agenda 2030, des innovations et des solutions liées aux réserves de biosphère doivent être reproduites et développées ailleurs », déclare le Dr Tiomoko Ali. « Et elles doivent être partagées avec les décideurs nationaux, afin de les inclure dans les programmes de développement nationaux ».

« La réserve de biosphère de Huascarán est un exemple remarquable en matière de sécurité alimentaire et d'amélioration de la nutrition. Une communauté rurale y a retrouvé 111 variétés de pommes de terre locales. De nos jours, ces pommes de terre locales sont destinées en premier lieu à nourrir les familles autochtones et en second lieu à être vendues sur un créneau de marché très spécial. Cette communauté a compris l'importance de recouvrer une partie de son patrimoine culturel, et est maintenant engagée dans la préservation de son environnement naturel afin de s'assurer un approvisionnement fiable en eau provenant des glaciers pour irriguer ses cultures dans la réserve de biosphère ».

« Tout cela forme un cercle vertueux où les ressources sont utilisées, où un avenir économique se construit, où le patrimoine de la communauté est préservé et où l'on prend soin des zones protégées qui, à leur tour, fournissent des services écosystémiques tels que l'eau. »

Pedro Gamboa, directeur du SERNANP, Pérou

Mentions légales

PUBLIÉ PAR

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société
Bonn et Eschborn
Allemagne

Projet "Mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique (CDB)"
Dag-Hamarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Germany

biodiv@giz.de
www.giz.de

EN COOPÉRATION AVEC

KfW Entwicklungsbank

MISE À JOUR

Mars 2016

IMPRESSION

Imprimerie Nanuk Eirl, Lima, Pérou

CONCEPTION

MediaCompany – Agentur für Kommunikation GmbH

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

© GIZ/Karin von Loebenstein Cover, p. 6-7, 10-11, 13, 32; © GIZ/Lisa Steurer p. 2; © GIZ/Harald Franzen p. 5, 35; adapted from: German National Committee for the UNESCO MAB Programme (1996) p. 9; © Station de Recherche en Ecologie du Parc National de la Comoé/Prof. Dr. Karl Eduard Linsenmair p. 16; © Station de Recherche en Ecologie du Parc National de la Comoé/Prof. Dr. Stefan Poremski p. 17; © GIZ/Ursula Meissner p. 18 (top and bottom); © GIZ / Jean-Marie Coulibaly Pelelefanga p. 20; © OIPR p. 21; © SERNANP p. 23, 24; © GIZ/Jorge Uribe p. 27; © GIZ/Jaime Carcamo p. 29; © GIZ/Oliver Hölcke p. 30; © GIZ/Sylvia Reinhardt p. 30 top; © Johanna Kirchner p. 30 bottom; © Fiona Maisels p. 31; © Tobias Garstecki p. 36; © Walter Wust p. 37;

TEXTE

Michael Gardner, Barbara Lang

Le contenu de la présente publication relève de la responsabilité de la GIZ.

SUR MANDAT DU

Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) Division Environnement ; utilisation durable des ressources naturelles ; protection des mers et biodiversité

www.bmz.de